



NATIONS UNIES
MALI



RAPPORT ANNUEL DE RÉSULTATS 2025



TABLE DES MATIÈRES

Table des matières	02
AVANT PROPOS	07
Equipe de Pays des Nations Unies au Mali	08
Partenaires Clés	09
CHAPITRE 1 : Principaux Axes de Développement dans le Contexte National et Régional	10
Chapitre 2 : Soutien du Système des Nations Unies Aux priorités Nationales de développement à travers le Plan cadre de Coopération	12
2.1. Aperçu des résultats clés	12
2.2. Priorités, réalisations et produits du Plan Cadre de Coopération	17
2.3. Partenaires et financement du programme 2030	45
2.4. Unis dans l'action ; cohésion, efficacité et efficience des Nations Unies	45
2.5. Evaluation et leçons apprises	45
2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources	46
Chapitre 3 : Priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour l'Année à venir	47
Sigles et Abréviations	48



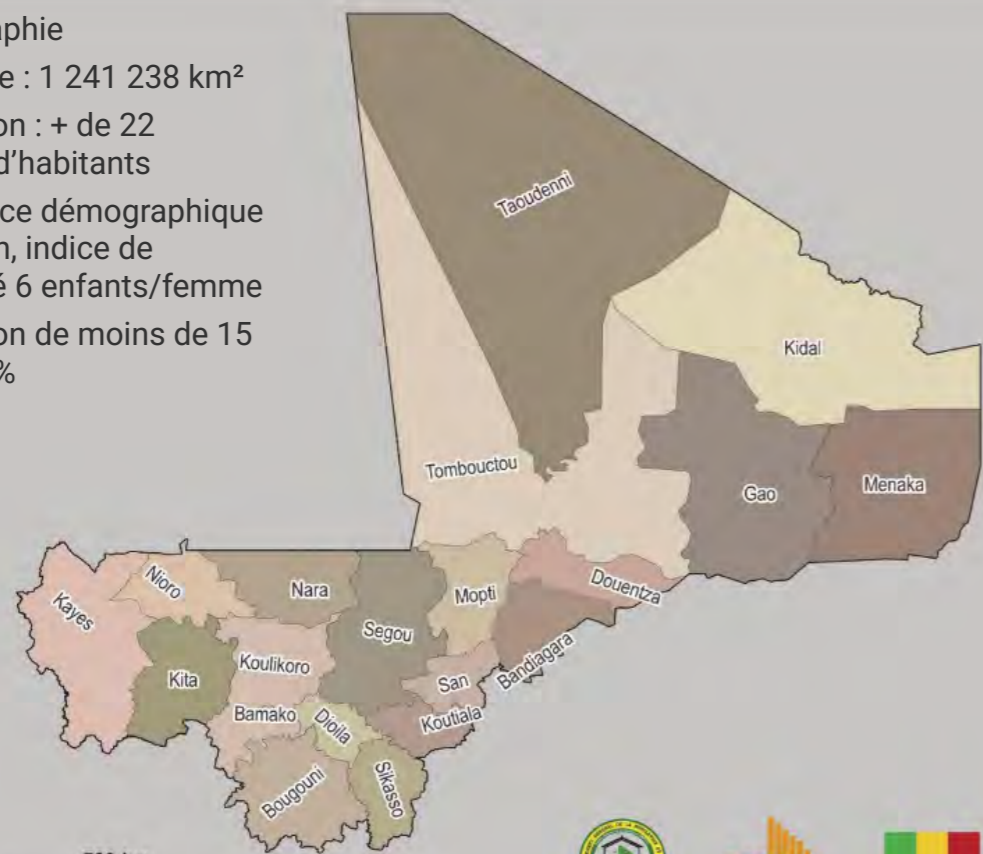
Démographie

Superficie : 1 241 238 km²

Population : + de 22 millions d'habitants

Croissance démographique : 3,3 %/an, indice de fécondité 6 enfants/femme

Population de moins de 15 ans : 47 %



Source : INSTAT-Mali
Date : Novembre 2023

Economie

Croissance économique : 5 % en 2024

PIB par habitant : 0,5 %/an

Informalité : environ 55 % du PIB ; 95 % d'emplois informels.

Marché du travail & inégalités

Jeunes NEET (ni en emploi, ni en éducation, ni en formation) : 31 % des 15–40 ans

Femmes : 92,6 % dans des emplois vulnérables, salaires 2 fois inférieurs à ceux des hommes.

Pauvreté et vulnérabilités

Pauvreté monétaire : 43,3 % en 2024 (52,4 % en milieu rural)

Pauvreté multidimensionnelle : 46,6 % de la population 2023-2024

IDH : 0,419

Santé et protection sociale

Accès à un centre de santé à moins de 5 km : 60 % (2024).

Dépenses de santé : 52 % supportées par les ménages

Couverture sociale : 12,6 %.

Couverture maladie : environ 22 % de la population

Principales Sources: RGPH5 2022, MEF, EMOP 2023, EDSM VII 2023-2024



AVANT-PROPOS

L'année 2025 a été une année charnière pour le Mali. Dans un contexte marqué par la poursuite de la transition, les tensions régionales, ainsi que la persistance des menaces sécuritaires et des défis humanitaires, économiques et climatiques, le pays a fait preuve d'une remarquable résilience.

L'extension de l'insécurité vers l'ouest et le sud, ainsi que les attaques contre les infrastructures économiques et les corridors stratégiques, ont perturbé les chaînes d'approvisionnement, mettant en évidence la fragilité des acquis et l'interdépendance entre sécurité, développement et cohésion sociale. Cette situation souligne l'impératif de renforcer les capacités des institutions, des communautés et des systèmes de prestation de services essentiels, dans le cadre d'une approche intégrée, reliant gouvernance, paix, développement, action humanitaire et climatique.

C'est dans cet environnement difficile que le Système des Nations unies a poursuivi son accompagnement aux efforts nationaux en faveur de la paix et du développement durable, en appui aux Objectifs de développement durable (ODD). En étroite collaboration avec le gouvernement, les acteurs non-étatiques et les partenaires techniques et financiers, il a contribué, en 2025, à renforcer les institutions publiques, promouvoir la cohésion sociale, améliorer l'accès aux services de base, soutenir les moyens d'existence des plus vulnérables et consolider les capacités de résilience. Ces résultats illustrent la valeur d'un partenariat fondé sur la confiance, le leadership des institutions, le respect des choix nationaux souverains et l'engagement actif des communautés, des femmes et des jeunes.

L'année 2025 a également été marquée par des avancées majeures, notamment l'adoption de la Stratégie Nationale pour l'Émergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033) et celle de la Charte nationale pour la paix et la réconciliation, ouvrant de nouvelles perspectives de partenariat entre le gouvernement et les Nations unies.

Le présent rapport souligne également que, malgré des progrès notables, les défis demeurent considérables : pauvreté élevée, inégalités persistantes, insécurité alimentaire et pression accrue du changement climatique sur les ressources naturelles et les moyens d'existence, notamment en milieu rural.

Face à ces défis, l'action collective demeure indispensable. Alors que se prépare le nouveau Cadre de coopération 2027-2031, les Nations unies réaffirment leur engagement à accompagner la mise en œuvre de la SNEDD, afin de construire un Mali plus pacifique, résilient, inclusif et prospère.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude au Gouvernement, aux partenaires techniques et financiers, aux organisations de la société civile, ainsi qu'à l'ensemble des entités des Nations unies pour leur engagement et leur confiance.



Hanaa Fikry Ahmed Singer

*Coordonnatrice Résidente/
Coordonnatrice Humanitaire
des Nations unies au Mali*





CHAPITRE 1

DEVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET REGIONAL

Le Mali est confronté à une transition politique complexe, marquée par une crise multidimensionnelle depuis 2012 combinant défis politiques, sécuritaires, humanitaires et de développement, exacerbés par les effets du changement climatique, les tensions géopolitiques et des contraintes structurelles persistantes. La transition politique engagée depuis 2020-2021 se poursuit dans un climat complexe. Les autorités de transition ont initié des réformes institutionnelles majeures visant la refondation de l'État. Le contexte politique reste marqué en 2025 par l'organisation des consultations nationales de mai 2025, boycottées par une partie de l'opposition, la dissolution des partis politiques et la révision de la Charte de la transition en juillet 2025 accordant un mandat prolongé au Président de la transition.

Sur le plan de la gouvernance et de la paix, l'adoption en juillet 2025 d'une Charte nationale pour la paix et la réconciliation, issue d'un processus inclusif, marque une évolution importante en remplaçant l'Accord d'Alger et s'inscrit dans une approche endogène privilégiant la souveraineté nationale. A l'échelle sous-régionale, le renforcement de la coopération entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES) s'est traduit au cours de l'année par des avancées en matière de coordination politique, militaire et économique, notamment à travers la mise en place d'une force conjointe, des initiatives d'intégration et la création d'instruments financiers communs. Le retrait de ces pays de la CEDEAO, effectif en janvier 2025, redéfinit les équilibres régionaux.

La situation sécuritaire demeure préoccupante, caractérisée par la persistance et l'expansion des attaques de groupes armés, désormais étendues vers le centre et le sud du pays. Les infrastructures économiques y compris le secteur extractif et les corridors stratégiques, notamment d'approvisionnement en carburant, sont de plus en plus ciblés, accentuant la vulnérabilité économique. En réponse, les forces de défense et de sécurité ont intensifié leurs opérations et les dispositifs d'escortes, contribuant à contenir partiellement les impacts sur l'activité économique.

Malgré ce contexte difficile, les perspectives économiques restent globalement positives, avec une croissance estimée à environ 5 % en 2025 et des projections à la hausse pour 2026. Cette dynamique est soutenue par les performances des secteurs primaire et tertiaire, ainsi que par l'expansion des services, des technologies de l'information et de la production aurifère.

Le pays s'appuie sur une vision stratégique ambitieuse, articulée autour de la Vision Mali 2063 et de la Stratégie Nationale pour l'Émergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033) adoptées en 2025, qui visent la transformation structurelle de l'économie, la diversification des sources de croissance et la valorisation des ressources nationales.

Cependant, ces progrès macroéconomiques ne se traduisent pas encore pleinement en amélioration des conditions de vie des populations. La pauvreté demeure élevée (43,3% en 2024), avec de fortes disparités territoriales, et le développement humain reste faible, comme en témoigne l'indice de développement humain bas de 0,419 (188e rang mondial). Les inégalités sociales et de genre persistent, notamment en matière d'accès à l'éducation, à la santé et aux opportunités économiques. Les progrès vers les Objectifs de Développement Durable sont inégaux, avec des avancées dans certains domaines, mais des retards significatifs dans les secteurs sociaux et économiques clés.

Les défis structurels en matière de gouvernance, les inégalités, la dépendance au secteur extractif et les effets du changement climatique, continuent de freiner une croissance inclusive et durable. Dans ce contexte, l'Équipe pays des Nations unies renforce son appui à travers le Cadre de coopération aligné sur les priorités nationales, tout en préparant le prochain cycle programmatique 2027-2031 afin de soutenir la résilience, la cohésion sociale et le développement durable du Mali, dans une approche inclusive visant à ne laisser personne de côté.



CHAPITRE 2

SOUTIEN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LE CADRE DE COOPÉRATION

2.1. Aperçu des résultats clés du Cadre de Coopération

AXE 1 : Gouvernance Efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive

Suivant les indicateurs d'effets renseignés, la Gouvernance au Mali présente des évolutions contrastées en 2025. La satisfaction vis-à-vis des services publics recule, passant de 77% en 2024 à près de 66% en 2025 selon les enquêtes de mali mètre 2025 et de l'indice Mo Ibrahim. A l'inverse la confiance dans la justice progresse nettement de près de 48% en 2021 à 75,1% en 2025. Cela témoigne d'un renforcement de la crédibilité des institutions judiciaires lié à des réformes engagées. Aussi, la perception de la corruption diminue, mais reste élevée avec près de 58% en 2025 de la population la jugeant importante contre 70% en 2024.

Au niveau de l'inclusion politique des femmes, la représentation au sein des organes révèle des

disparités importantes. Les femmes occupent 30,7% des sièges au Conseil National de Transition (CNT), mais leur présence chute à 9% dans les conseils régionaux. Dans l'ensemble, l'analyse croisée des indicateurs met en évidence une gouvernance caractérisée par une dynamique duale. D'une part, des progrès significatifs sont observés en matière de confiance institutionnelle (justice, corruption) et d'autre part, ces avancées coexistent avec des insuffisances structurelles illustrées par une perception faible de la satisfaction des usagers des services publics, la persistance d'un niveau élevée de corruption, des inégalités d'inclusion politique.

La contribution des Nations unies au titre de l'année 2025 sur les questions de gouvernance a porté sur le soutien aux réformes juridiques et institutionnelles clés, contribuant à la modernisation du secteur judiciaire, à la protection de l'enfance et à la lutte contre la corruption. Le SNU a également renforcé la prévention des conflits, la lutte contre l'extrémisme violent et la gestion des risques transfrontaliers, tout en favorisant des processus démocratiques inclusifs et la participation politique des femmes et des jeunes. Les droits humains ont été renforcés grâce au soutien aux institutions nationales et à la modernisation des systèmes pénitentiaires et d'inspection du travail. La gouvernance locale, l'égalité de genre et la résilience climatique ont été appuyées à travers des interventions ciblées. Le secteur statistique a aussi bénéficié d'un appui significatif avec la réalisation d'études thématiques, d'enquêtes nationales et le renforcement des capacités institutionnelles.

Aperçu de quelques indicateurs d'effets *Priorité stratégique 1*

« Gouvernance Efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive »



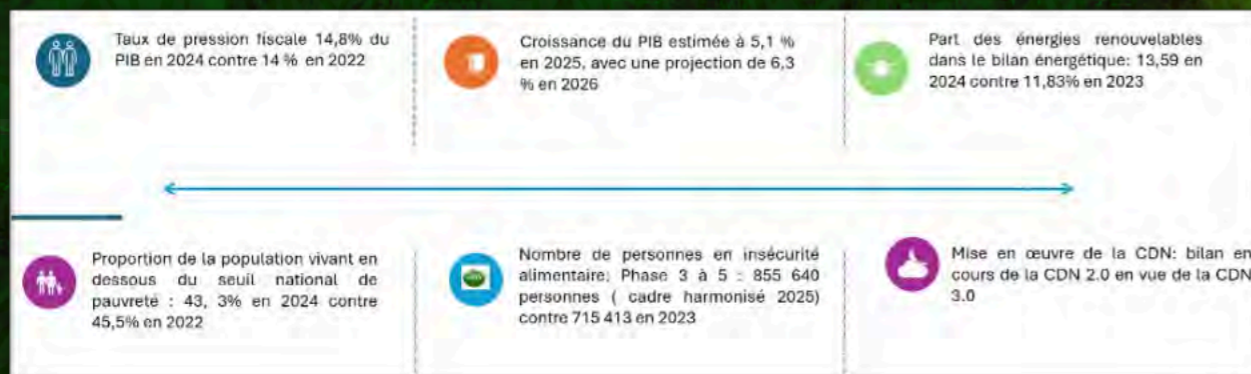
AXE 2 : Croissance inclusive, résilience et durabilité environnementale

Suivant les indicateurs d'effets renseignés sur la période, l'économie malienne affiche une croissance soutenue, passant à 5,1 % en 2025 avec une projection de 6,3 % en 2026, mais le PIB par habitant progresse faiblement (0,5 %/an). Le tissu économique demeure fragile et peu industrialisé, marqué par une baisse de la part de l'industrie (de 19 % en 2019 à 15,5 % en 2023). La pauvreté monétaire stagne autour de 42-43 %, avec une baisse très lente. En 2024, la pauvreté reste élevée (43,3 %), avec une aggravation en milieu rural (52,4 %), montrant des disparités persistantes. La pauvreté multidimensionnelle demeure élevée, passant d'environ 2/3 de la population (2019) à 46,6 % en 2023, indiquant une amélioration limitée. L'économie est fortement dominée par l'informalité, représentant environ 55 % du PIB, avec 95 % des emplois informels, limitant les recettes fiscales. Le taux de pression fiscale évolue très peu (14,7 % en 2023 à 14,8 % en 2024). L'emploi des jeunes reste un défi persistant, avec 56,9 % d'emplois souvent précaires et une forte proportion sans formation. La sécurité alimentaire connaît une détérioration marquée. Le nombre de personnes en situation de Phase 3 à 5 est passé de 715 413 en 2023 à 855 640 en 2025, soit une augmentation de plus de 140 000 personnes, traduisant une aggravation significative de la vulnérabilité alimentaire. Globalement, malgré des progrès macroéconomiques récents, les performances sur la période restent marquées par une faible inclusion, des inégalités persistantes et une lente amélioration des conditions de vie.

La contribution des Nations unies au titre de l'année 2025 sur les questions de croissance inclusive résilience et durabilité environnementale a porté sur l'appui au renforcement de la résilience économique, sociale et environnementale des groupes cibles prioritaires, notamment les femmes, les jeunes, les personnes déplacées internes et les communautés hôtes. Les interventions ont contribué à soutenir la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et le développement de chaînes de valeur agricoles, contribuant à améliorer la productivité, l'accès aux marchés et la création d'emplois. Les Nations unies ont également renforcé les capacités des collectivités et des institutions nationales pour intégrer l'égalité de genre, l'adaptation au changement climatique et la gestion durable des ressources naturelles dans la planification territoriale. Par ailleurs, les actions en faveur de la transition énergétique et de la préparation aux urgences ont amélioré la capacité des institutions et des communautés à anticiper et à répondre aux crises, soutenant ainsi un développement inclusif et durable.

Aperçu de quelques indicateurs d'effets Priorité stratégique 2

« Croissance Inclusive, Résilience et Durabilité Environnementale »



AXE 3 : Services sociaux de base et protection sociale inclusive

Sur la période 2025, l'évolution des indicateurs d'effets renseignés met en évidence des dynamiques contrastées, avec des progrès notables dans certains domaines, mais aussi des contre-performances et des stagnations persistantes. En matière d'accès à l'eau potable, la progression est globalement positive. Le taux national est passé de 71,9 % en 2022 à 72,1 % en 2023, soit une amélioration de 0,2 point, avant de connaître une hausse significative en 2024 atteignant 86,7 % des ménages avec des disparités entre milieu urbain et rural. S'agissant de la nutrition, la situation demeure préoccupante. La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans s'établit à 25,1 % sur la période 2023-2024, indiquant qu'environ un enfant sur quatre est affecté.

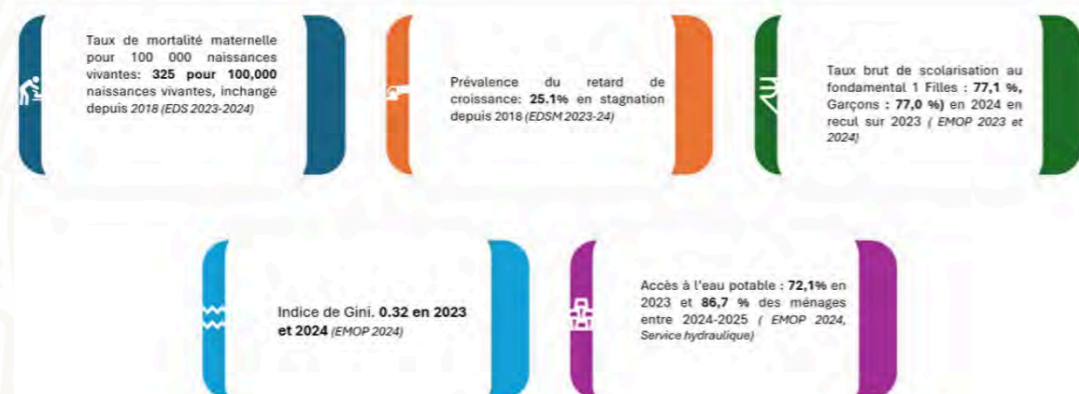
Dans le secteur de l'éducation, les tendances montrent une légère dégradation. Au niveau du fondamental 1, le taux brut de scolarisation est passé de 79,4 % pour les filles et 80,3 % pour les garçons en 2023 à 77,1 % et 77,0 % respectivement en 2024, traduisant une baisse modérée tout en maintenant une quasi-parité entre les sexes. Au niveau du fondamental 2, les taux nets de scolarisation, déjà faibles, sont en recul : de 33,4 % (filles) et 30,33 % (garçons) en 2023 à 32,1 % et 28,4 % en 2024.

En ce qui concerne la santé maternelle, la situation reste critique et inchangée. Le taux de mortalité maternelle est estimé à 325 décès pour 100 000 naissances vivantes sur la période 2023-2024, sans amélioration par rapport à la mesure précédente (EDSM 2018).

L'appui du Système des Nations unies en 2025 a apporté des contributions pour soutenir les services sociaux de base dans les secteurs essentiels. Les interventions ont contribué à renforcer les services de santé et de nutrition, en améliorant l'accès aux soins maternels, à la vaccination et à la prise en charge de la malnutrition. Dans les domaines de l'éducation et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, les actions menées ont favorisé l'accès et la rétention scolaires, tout en améliorant les conditions d'apprentissage et les services essentiels dans les écoles et les structures de santé. Par ailleurs, les initiatives de protection sociale et de résilience ont soutenu les ménages vulnérables, l'autonomisation économique des femmes et des jeunes, ainsi que la réponse aux besoins humanitaires des populations affectées par les crises. Enfin, les interventions ont contribué au renforcement de la protection et des droits humains, notamment à travers la lutte contre les violences basées sur le genre, l'amélioration de la prise en charge des survivantes et des actions de prévention et de sensibilisation au niveau communautaire.

Aperçu de quelques indicateurs d'effets Priorité stratégique 3

« Services sociaux de base et protection sociale inclusive »



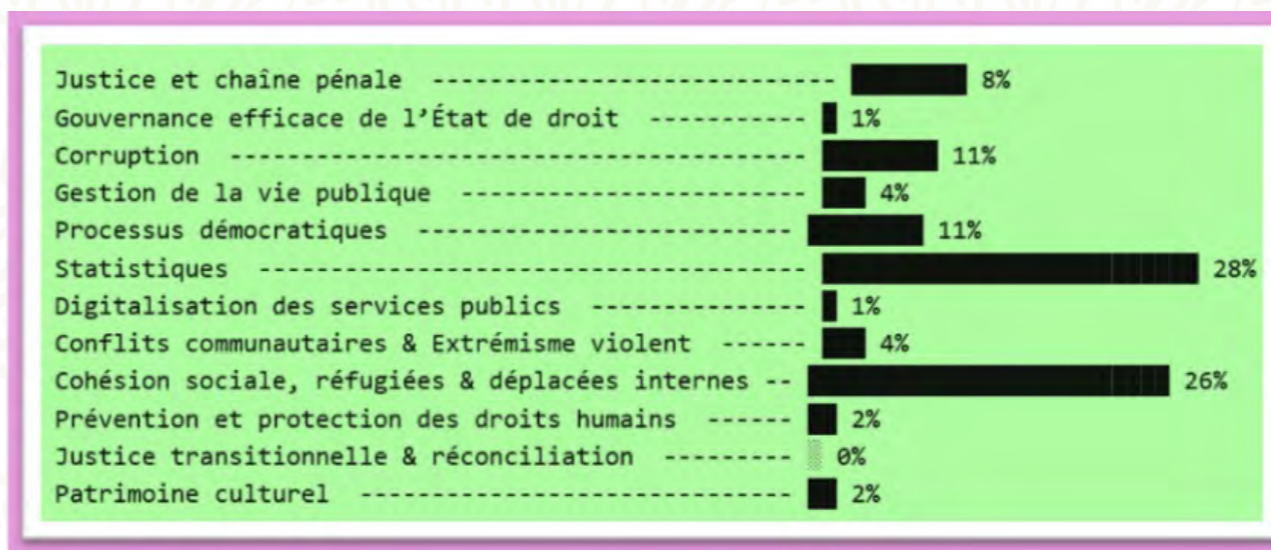
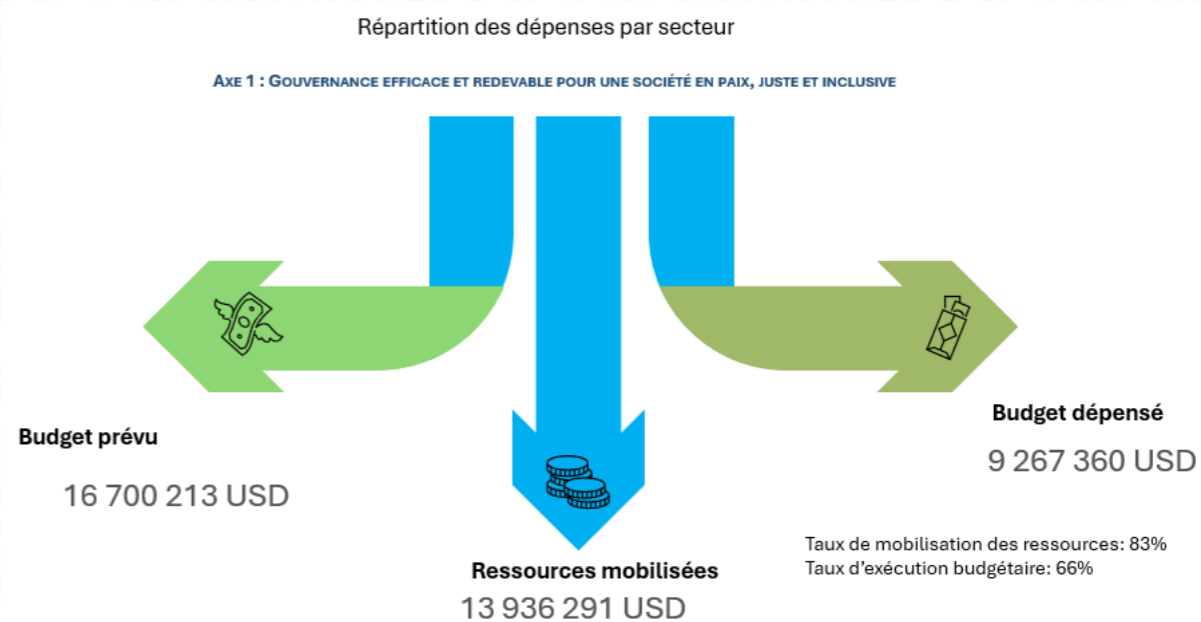
2.2. PRIORITÉS, RÉALISATIONS ET PRODUITS DU CADRE DE COOPÉRATION

Priorité Stratégique 1 : Gouvernance efficace et redevable pour une société en paix, juste et inclusive

Effet 1.1 : D'ici 2026, les populations vivent dans un état de droit, un environnement de paix et de redevabilité grâce à des institutions publiques fortes, des médias et une société civile exerçant leurs rôles et responsabilités pour une gouvernance efficace et inclusive.

Effet 1.2 : D'ici 2026, les populations sont résilientes face aux conflits, vivent réconciliées et en harmonie dans un environnement de paix, sécurisé et respectueux des Droits de l'Homme et des traditions culturelles positives.

Vue d'ensemble Financière 2025 AXE 1



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS DE LA JUSTICE ET DE LA CHAÎNE PÉNALE



En 2025, les Nations unies ont appuyé d'importantes réformes du secteur judiciaire au Mali. Une stratégie sectorielle genre et son plan d'action ont été élaborés, et la Direction nationale de la protection judiciaire de l'enfant a été créée, avec le déploiement du système CPIMS+ dans 5 régions et la formation de 85 professionnels. Le Programme Décennal de Développement de la Justice 2025–2034 a été adopté pour moderniser le secteur. Au total, 104 officiers de police judiciaire et 442 acteurs judiciaires ont été formés aux nouveaux codes. Les juridictions de Douentza et Bankass ont été érigées en Tribunaux d'Instance, améliorant l'accès à la justice en zones rurales. En matière de résultats induits, 77 000 personnes (majoritairement des femmes) ont bénéficié de services juridiques, 210 détenus dont 23 victimes de VBG ont reçu une assistance, et un mécanisme intégré de prise en charge des survivantes de VBG a été mis en place, appuyé par des campagnes de sensibilisation radiophoniques.



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES INSTITUTIONS DE CONTRÔLE ET DE VEILLE POUR UNE GOUVERNANCE EFFICACE DE L'ÉTAT DE DROIT



En 2025, les Nations unies ont contribué au renforcement de la promotion des droits humains au Mali, soutenant la Direction nationale des Droits de l'Homme et la Commission Nationale des Droits de l'Homme, avec la formation de 16 commissaires et l'équipement de l'antenne de Koulikoro. La Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire a mené 25 missions de contrôle et formé 22 avocats, ce qui a permis l'amélioration de l'assistance aux détenus, aux survivantes de VBG et aux victimes de violences liées aux conflits. Parallèlement, le ministère du Travail dispose désormais d'un plan de modernisation 2025–2030, concourant à renforcer l'efficacité et la transparence du système d'inspection du travail.



RENFORCEMENT DES STRUCTURES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION



En 2025, le SNU a accompagné les efforts du gouvernement dans la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite. Avec l'appui apporté, le dispositif de lutte contre la corruption au Mali s'est renforcé. Le Secrétariat permanent de la SNLCC est devenu opérationnel grâce à la dotation en équipements essentiels, et l'évaluation de la Politique nationale de transparence a permis de mieux orienter les priorités nationales. Les capacités ont été renforcées à travers des formations de magistrats et agents spécialisés. L'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite a amélioré ses enquêtes, tandis que près de 100 responsables publics et 36 assujettis ont été sensibilisés à la déclaration de biens. La Section des Comptes a été modernisée avec un logiciel, la formation de 45 agents et la fourniture de plus de 9 000 boîtes d'archives. Enfin, l'ARGASC a accru son efficacité grâce à un voyage d'études, la formation de 32 agents et l'adoption d'un manuel de procédures et d'un logiciel de gestion du courrier.



PARTICIPATION ACTIVE ET ÉQUITABLE DES FEMMES, DES JEUNES ET DES PERSONNES HANDICAPÉES À LA GESTION DE LA VIE PUBLIQUE



En 2025, les Nations unies, en partenariat avec le MPFEF, ont contribué au renforcement de la gouvernance inclusive et sensible au genre en soutenant l'intégration du genre dans les réformes et le processus électoral, ainsi que le leadership des femmes et des jeunes. Malgré le report des élections, des actions d'éducation civique ont visé les groupes cibles prioritaires avec la mise en place de 4 Cellules d'Orientation et de Proximité (Tombouctou, San, Kita, Djoliba). En outre, 7 collectivités territoriales ont intégré le genre et l'adaptation climatique dans leurs outils (PDESC, PTA, budgets), et 10 institutions locales ont été formées aux outils CRVA et ACCAF. Ces avancées facilitent la planification et le financement d'investissements climato-résilients alignés sur les CDN et la stratégie nationale d'adaptation.



RENFORCEMENT DES STRUCTURES ÉTATIQUES, DES ACTEURS POLITIQUES ET SOCIAUX POUR DES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES TRANSPARENTS, INCLUSIFS ET SENSIBLES AU GENRE



En 2025, le Système des Nations unies a soutenu des processus démocratiques plus inclusifs et sensibles au genre au Mali. L'appui au ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation a permis la mise en place du Système Intégré de Gestion des Informations Préfectorales (SIGIP) et la révision des listes électorales avec plus de 108 900 nouvelles inscriptions. Les Nations unies ont aussi accompagné des concertations inclusives sur 11 lois organiques avec le Conseil National de Transition. En partenariat avec ONU Femmes, le PNUD et le MPFEF, des actions ont renforcé la participation politique des femmes et des jeunes filles (formation, plans d'action, réseau de femmes leaders). De même, la formation d'acteurs locaux et de points focaux genre a contribué à promouvoir les candidatures féminines, prévenir les violences électorales et renforcer la cohésion sociale, notamment à Bandiagara.



DISPONIBILITÉ DE DONNÉES FIABLES ET DÉSAGRÉGÉES POUR LA PLANIFICATION ET LE SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES AXÉES SUR LES ODD



En 2025, les Nations unies ont contribué au renforcement des capacités d'analyses et de planification au Mali à travers le soutien à la production et l'utilisation des données fiables au Mali. Le Profil Genre a été mis à jour et 18 rapports thématiques du RGPH5 ont été publiés, accompagnés de projections démographiques et d'études clés (santé reproductive, VBG, dividende démographique). L'appui du SNU a aussi porté sur l'analyse du Schéma Directeur de la Statistique pour préparer la stratégie statistique 2025–2029 et la production de données sur la nutrition, la pauvreté et la migration. Enfin, un accord a été signé pour l'Enquête MICS, couvrant pour la première fois 19 régions et le District de Bamako avec des données désagrégées.





RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LOCALES POUR LA PRÉVENTION ET LA GESTION DES CONFLITS COMMUNAUTAIRES ET DE L'EXTRÉMISME VIOLENT



Les Nations unies ont contribué à la prévention des conflits et au renforcement de la cohésion sociale au Mali au cours de l'année 2025. Les Commissions foncières ont résolu 933 conflits, avec 121 procès-verbaux homologués par les tribunaux, consolidant le lien entre justice traditionnelle et formelle. 12,5 hectares ont été attribués aux femmes marquant un progrès important pour l'équité foncière et l'autonomisation économique des femmes. Dans la prévention de l'extrémisme violent, 25 initiatives ont mobilisé 417 participants, 155 leaders religieux ont été formés et 1 000 guides distribués pour harmoniser les messages dans les mosquées et dans les communautés, renforçant la résilience des communautés face à la radicalisation. En coopération transfrontalière avec la Guinée, plus de 5 000 acteurs ont été sensibilisés sur la prolifération des armes légères, les droits humains et l'approche genre, 12 plans de sécurité élaborés, soutenus par les comités locaux notamment à Kangaba et à Yanfolila, et les capacités de la commission nationale sur les ALPC ont été renforcées. Ces actions ont contribué à la sécurité communautaire et à l'intégration des dynamiques transfrontalières de sécurité dans la planification locale.



MODERNISATION ET DIGITALISATION DES SERVICES PUBLICS POUR DES PRESTATIONS DE QUALITÉ AUX USAGERS

Les Nations unies ont contribué à l'amélioration de la qualité des services publics aux usagers dans le secteur de la justice et des collectivités territoriales (digitalisation extrait d'acte de naissance, d'acte de mariage, certificat de résidence) à travers le renforcement des capacités dans les sites pilotes sur les outils bureautiques et le Système Intégré de Gestion des Dossiers Judiciaires (SIGDJ). Ces initiatives soutiennent la transition vers une gestion numérique fiable et transparente des dossiers. De plus, le lancement en janvier 2026 des services en ligne pour le casier judiciaire et le certificat de nationalité marque aussi une avancée vers une administration plus accessible et conforme aux standards internationaux.





RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX ET NATIONAUX POUR LA COHÉSION SOCIALE, LA MÉDIATION ET L'INSERTION DES PERSONNES RETOURNÉES, RÉFUGIÉES ET DÉPLACÉES INTERNES



Les Nations unies ont contribué au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale au nord et au centre du Mali. Près de 8 000 personnes (56 % de femmes) ont été sensibilisées aux risques d'inondations, avec plus de 4 000 messages diffusés sur les Pratiques Familiales Essentielles. De plus, 1 200 jeunes ont été formés aux systèmes d'alerte précoce et aux activités de médiation dans les cercles de Nara, Diéma et Nioro, contribuant à la résolution de 31 conflits dans ces zones, à une participation accrue des femmes et des jeunes aux mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits.



RENFORCEMENT DES MÉCANISMES DE PRÉVENTION ET DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS AU NIVEAU NATIONAL ET LOCAL



Dans le cadre du renforcement des droits humains au niveau national et local, les Nations unies ont renforcé l'accès à la justice et la lutte contre les VBG. Plus de 4 000 personnes ont été sensibilisées à Ségou et San, améliorant la confiance des communautés envers les institutions judiciaires. La coordination nationale a été améliorée avec 20 réunions interagences et une base de données nationale sur les VBG. Les capacités institutionnelles et communautaires ont été consolidées avec la formation de 120 acteurs judiciaires, la mobilisation de 5 150 leaders religieux et communautaires, et le renforcement de 17 centres de prise en charge holistique (ONE STOP CENTER) soutenus par la formation de 154 prestataires. Les actions de communication ont touché plus de 28 000 personnes, renforçant la prévention et la réponse aux VBG.





JUSTICE TRANSITIONNELLE ET DE RÉCONCILIATION



Pour renforcer la justice transitionnelle et la réconciliation, les Nations unies, avec le CNCLTPPA, ont formé 25 représentants nationaux à Bamako sur la lutte contre la traite des personnes (cadres juridiques, protection des victimes et mécanisme de référencement). Cette formation a permis de constituer un noyau de formateurs capables de répliquer les acquis et de renforcer durablement les capacités nationales.



PROTECTION, VALORISATION ET APPROPRIATION DU PATRIMOINE CULTUREL POUR LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ ET DE LA COHÉSION SOCIALE



En ce qui concerne la valorisation du patrimoine culturel, les Nations unies ont soutenu à Bandiagara la construction de 80 maisons, 52 greniers et 7 togunas traditionnels. Aussi, 2 mosquées (Djingareyber et Sankoré) et 5 mausolées ont été restaurés à Tombouctou, ainsi que d'autres sites comme le Palais Aguibou Tall à Bandiagara. Parallèlement à cela, 185 acteurs culturels ont été formés aux techniques de conservation du patrimoine culturel et environ 30 000 personnes sensibilisées à la protection du patrimoine et au vivre-ensemble. Un fonds d'entretien des bâtiments protégés a été créé à Tombouctou, et la dynamique culturelle a été renforcée avec la Biennale 2025 et d'autres initiatives pour la paix et la cohésion sociale.



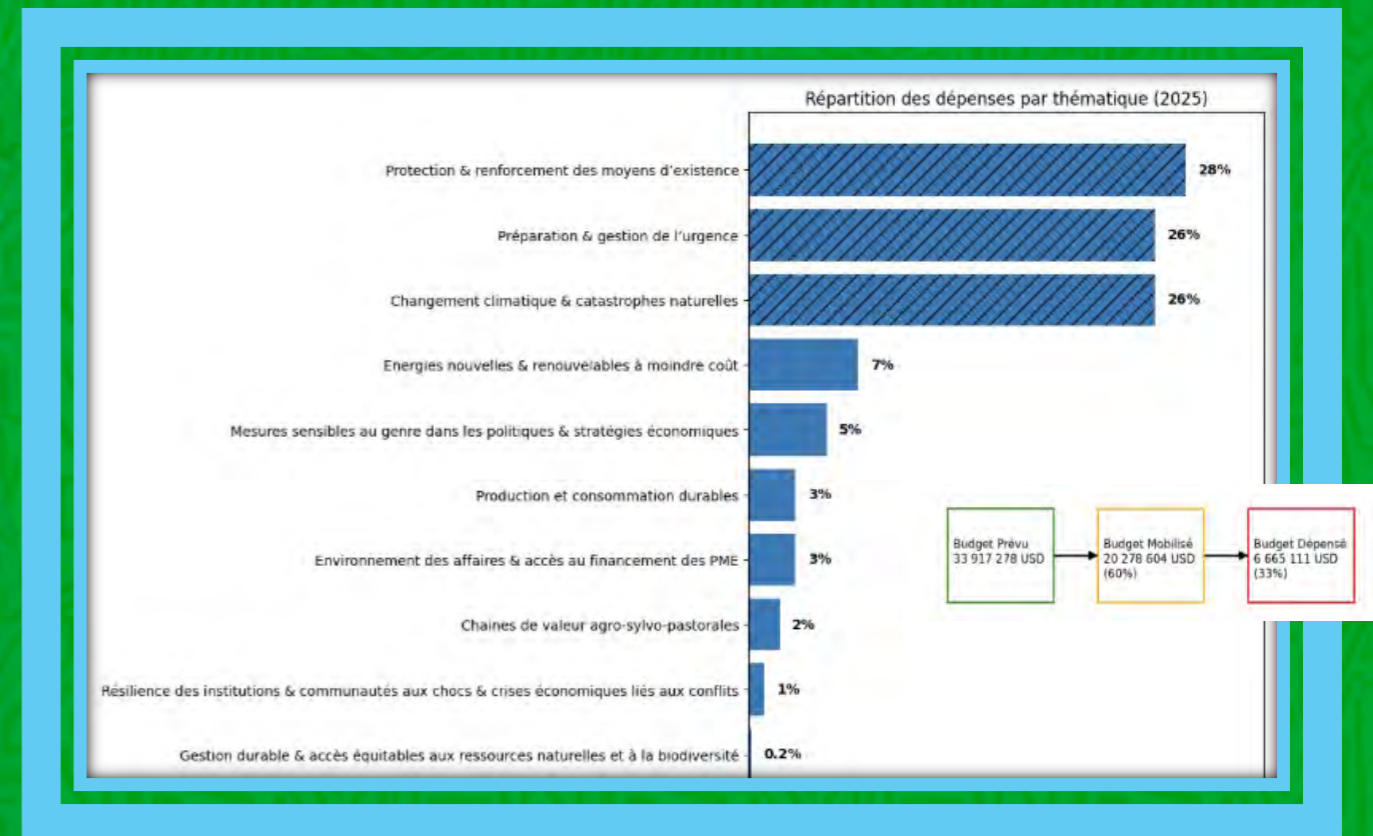


AXE 2 : CROISSANCE INCLUSIVE RÉSILIENTE ET DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Effet 2.1 : D'ici 2026, les populations maliennes, particulièrement les plus vulnérables, participent à l'économie et bénéficient des fruits d'une croissance forte, inclusive, résiliente et créatrice d'emplois décents

Effet 2.2 : D'ici 2026, les communautés gèrent de façon durable et équitable les ressources naturelles et l'environnement et sont plus résilientes aux effets néfastes des changements climatiques

Vue d'ensemble Financière 2025 AXE2



NATIONS UNIES
MALI



DÉVELOPPEMENT DES CHAINES DE VALEUR AGRO-SYLVO-PASTORALES



Sur le Développement des Chaines de valeur agro-sylvo-pastorales en 2025, le Système des Nations unies au Mali a soutenu 13 entreprises pour améliorer leurs vergers et faciliter leurs certifications aux normes internationales. Plus de 35 772 producteurs agricoles (30 % de femmes) ont été formés sur les itinéraires de productions agricoles, la transformation et l'accès aux marchés et équipés dont 13 300 ont adopté des technologies et pratiques agricoles durables. Ces actions ont contribué à accroître la productivité, réduire les pertes postes récoltes, générer des emplois, renforcer le développement des PME locales et les coopératives agricoles et réduire le recours au travail des enfants.



Avec le soutien des Nations unies + de 8 200 agro-pasteurs ont amélioré leurs systèmes de production grâce à la formation sur les technologies Agricoles prioritaires

5 000 producteurs facilitent la vulgarisation de bonnes pratiques agricoles grâce aux contenus techniques digitaux développés et diffusés via le service Kunafoniv (37 321)



AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ET DE L'ACCÈS AU FINANCEMENT DES PME



Le Système des Nations unies a contribué en 2025 à l'amélioration de la compétitivité des acteurs, la qualité des services aux producteurs et la structuration de la filière horticole à travers l'appui à 11 institutions nationales.. De plus, 475 femmes entrepreneuses et jeunes filles ont bénéficié de renforcement de capacités et d'opportunités économiques, notamment dans le numérique. Un partenariat avec une banque de la place a permis de promouvoir l'accès des femmes au financement, à travers des initiatives inclusives. Aussi, l'élaboration d'une feuille de route coordonnée par le FAFE a contribué à améliorer l'accès des femmes entrepreneuses aux services financiers adaptés, en réduisant les contraintes structurelles.



RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES INSTITUTIONS ET COMMUNAUTÉS AUX CHOCS ET CRISES ÉCONOMIQUES LIÉS AUX CONFLITS



En 2025, le Système des Nations unies au Mali a appuyé la réalisation de 3 infrastructures de stockage à Tombouctou, Gao et Kita, qui s'ajoutant aux 17 réalisés en 2024, renforçant la sécurité alimentaire et la qualité des produits. Les comités de gestion ont été formés, permettant d'améliorer la gestion et la maintenance des équipements et de garantir la qualité des produits stockés. Au niveau institutionnel, 13 communes disposent désormais de mécanismes de planification participative et 7 plans de travail annuels ont été élaborés, intégrant la résilience climatique et les mesures sensibles au genre. Ce qui a favorisé une gouvernance locale plus inclusive et durable.





MESURES SENSIBLES AU GENRE DANS LES POLITIQUES ET STRATÉGIES ÉCONOMIQUES



Par rapport aux mesures sensibles au genre dans les politiques et les stratégies économiques, les Nations unies ont renforcé les capacités de 12 structures nationales pour intégrer le climat et le genre dans la planification territoriale et produire des données fiables sur la pauvreté multidimensionnelle et le genre. Le soutien financier au CSLP a appuyé l'élaboration de la SNEDD 2024–2033, guidant le nouveau Cadre de coopération. Les capacités du dispositif de suivi du développement humain ont été renforcées permettant d'orienter les choix stratégiques vers la digitalisation des soins de santé pour la couverture sanitaire universelle. L'alignement des investissements sur les ODD a été facilité à travers la réalisation de la carte d'investissement (API-Mali). En matière de genre, 122 institutions ont renforcé leurs capacités d'intégration de l'égalité des sexes dans les politiques publiques et 23 institutions ont coproduit une feuille de route pour réduire les déficits de financement des entreprises détenues par les femmes.

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES INSTITUTIONS, DES ACTEURS ET COMMUNAUTÉS FACE AUX EFFETS NÉGATIFS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES CATASTROPHES NATURELLES



Le Système des Nations unies au Mali a renforcé le système d'alerte précoce couvrant 3,2 millions de personnes, soutenu l'intégration de 17 aléas dans la plateforme nationale de réduction des risques et appuyé la validation de la stratégie nationale de sécurité climatique. La part des énergies renouvelables a progressé à 13,59 % contre 12,43 % en 2024, et la sécurité climatique a été intégrée dans les plans de développement de 9 communes. Par ailleurs, l'analyse collective des risques climatiques et des catastrophes a été renforcée. Ainsi, 9 projets de résilience climatique ont permis à 7 200 producteurs (45 % de femmes) d'intégrer des techniques agricoles innovantes. Dans la même lignée, 20 communes disposent désormais de mécanismes opérationnels de gestion des catastrophes et de plans de contingence, s'ajoutant aux 11 PDESC renforcés en 2024. Enfin, dans le cadre du projet d'appui à l'ONFA (Observatoire National du Foncier Agricole), 50 femmes et jeunes médiatrices ont été sélectionnées pour faciliter l'accès à la terre et la gestion des conflits fonciers.





GESTION DURABLE ET ACCÈS AUX RESSOURCES NATURELLES DANS UNE DYNAMIQUE DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES CONFLITS



Pour assurer une gestion durable et favoriser l'accès équitable aux ressources, les Nations unies ont restauré des terres dégradées, raffermi la gestion concertée des pâturages et de l'eau, renforcé les capacités de 15 300 bénéficiaires, dont 22 % de femmes, sur la restauration et la gestion équitable des ressources naturelles. Entre 2024 et 2025, 135 commissions foncières (COFO) ont été mises en place dont 78 en 2025, contribuant à sécuriser la gestion des ressources, prévenir les conflits fonciers, renforcer la gouvernance locale et la paix sociale. Aussi, l'appui des Nations unies a permis de former et sensibiliser les acteurs publics et communautaires, renforçant l'intégration du genre dans la CDN et facilitant l'accès des femmes à la terre.



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS POUR DES MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION DURABLES



Pour soutenir l'adoption de modes de production et de consommation durables, les Nations unies ont doté 317 facilitateurs (agents) dont 15% de femmes, des compétences nécessaires pour promouvoir auprès des membres des champs écoles agropastoraux (CEAP), des organisations de la société civile (OSC), des associations d'épargne et de crédit (AVEC) des pratiques Agricoles intelligentes face aux changements climatiques. Ces initiatives ont été renforcées par la transformation et la commercialisation d'aliments locaux nutritifs à travers la mise en place de 32 unités de transformation et le renforcement des Groupes de Soutien aux Activités Nutritionnelles (GSAN).



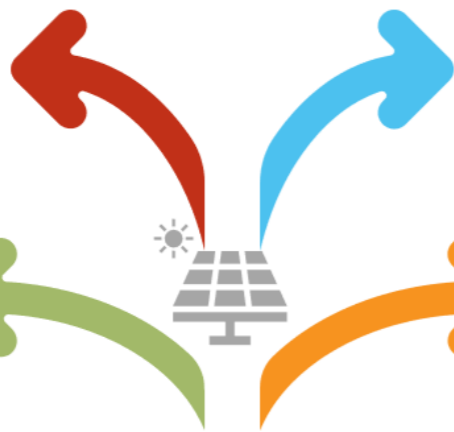
ACCÈS ET UTILISATION ACCRUE DES ÉNERGIES NOUVELLES ET RENEUVELABLES À MOINDRE COÛT



En 2025, les Nations unies ont formé les services ministériels, ainsi que des femmes et jeunes professionnels, à la gestion des installations d'énergies renouvelables, notamment pour la centrale solaire du service de néonatalogie de l'hôpital Gabriel Touré. Des frigoristes et douaniers ont aussi été formés pour réduire les substances appauvrissant la couche d'ozone. Dans le cadre de l'approche « Santé digitale et énergie solaire » l'électrification solaire du service de néonatalogie a permis de réduire les émissions de 112,5 tonnes de CO₂ par an et de générer des économies, réinvesties dans les soins prioritaires.



50 femmes et filles ont généré des revenus supplémentaires et de diminuer leurs charges de travail non rémunérées grâce au projet d'accès à l'énergie solaire.



L'approche « Santé digitale et énergie solaire » a permis d'assurer 92 % d'autonomie énergétique au bloc pédiatrique, renforçant la qualité et la continuité des soins au bénéfice d'environ 17 000 enfants par an.

Deux villages de Koulikoro bénéficient de systèmes solaires pour les périmètres maraîchers et les unités de transformation agroalimentaire soutenant 200 ménages déplacés internes.

Six (06) centres de santé à Koulikoro, Sikasso et Ségou ont été équipés de dispositifs numériques alimentés par énergie solaire.

PRÉPARATION ET GESTION DE L'URGENCE PAR LES INSTITUTIONS, LES ACTEURS NATIONAUX ET LOCAUX



Dans la préparation et la gestion de l'urgence, les Nations unies ont soutenu l'élaboration de 21 plans opérationnels et la validation d'un plan national d'actions anticipatoires contre les inondations fluviales ainsi que la cartographie des risques. Ces actions ont amélioré la préparation, le ciblage des zones à risque et la gestion des inondations. Dans la même optique, 20 instances de coordination ont été rendues opérationnelles, renforçant la réponse humanitaire et permettant à 30 000 enfants de bénéficier d'interventions essentielles (santé, nutrition, eau, assainissement et soutien psychosocial) dans plusieurs régions.



AXE 3 : SERVICES SOCIAUX DE BASE ACCESSIBLES, DE QUALITÉ, ET PROTECTION SOCIALE INCLUSIVE

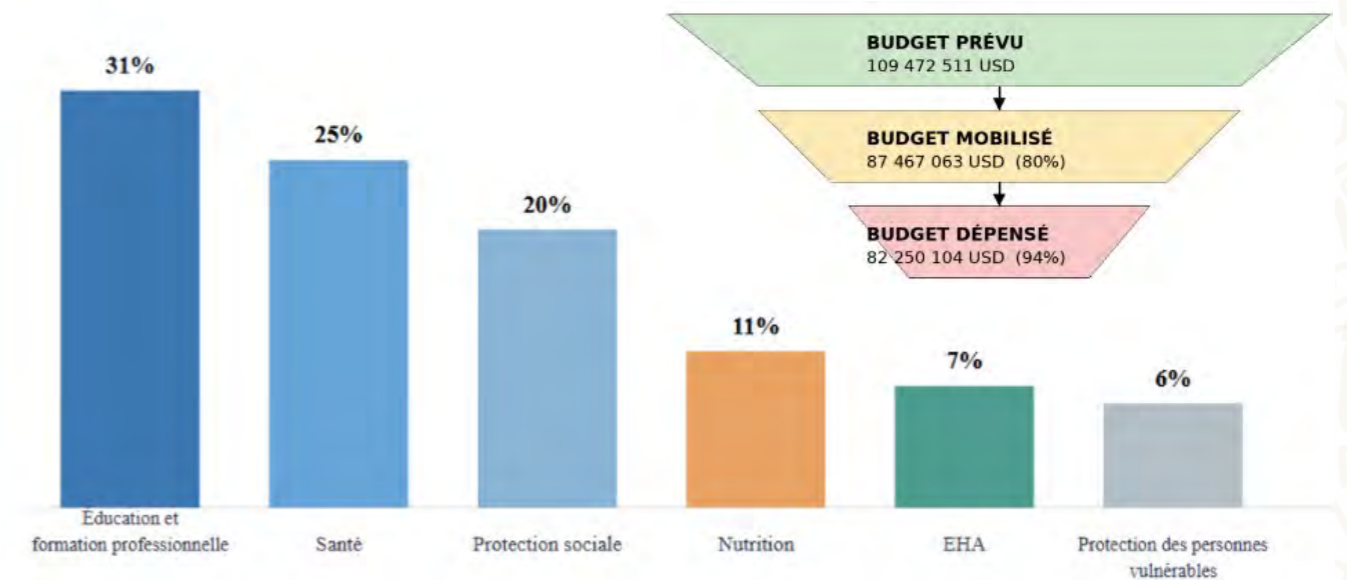
Effet 3.1 : D'ici 2026, les populations vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes, ont un accès plus équitable aux services sociaux de base de qualité, en fonction de leurs besoins spécifiques par âge et par sexe, y compris en situation humanitaire

Effet 3.2 : D'ici 2026, les personnes vulnérables ont un accès amélioré aux services de protection sociale, y compris en contexte humanitaire.

VUE D'ENSEMBLE FINANCIÈRE 2025 AXE 3

Répartition des dépenses par thématique

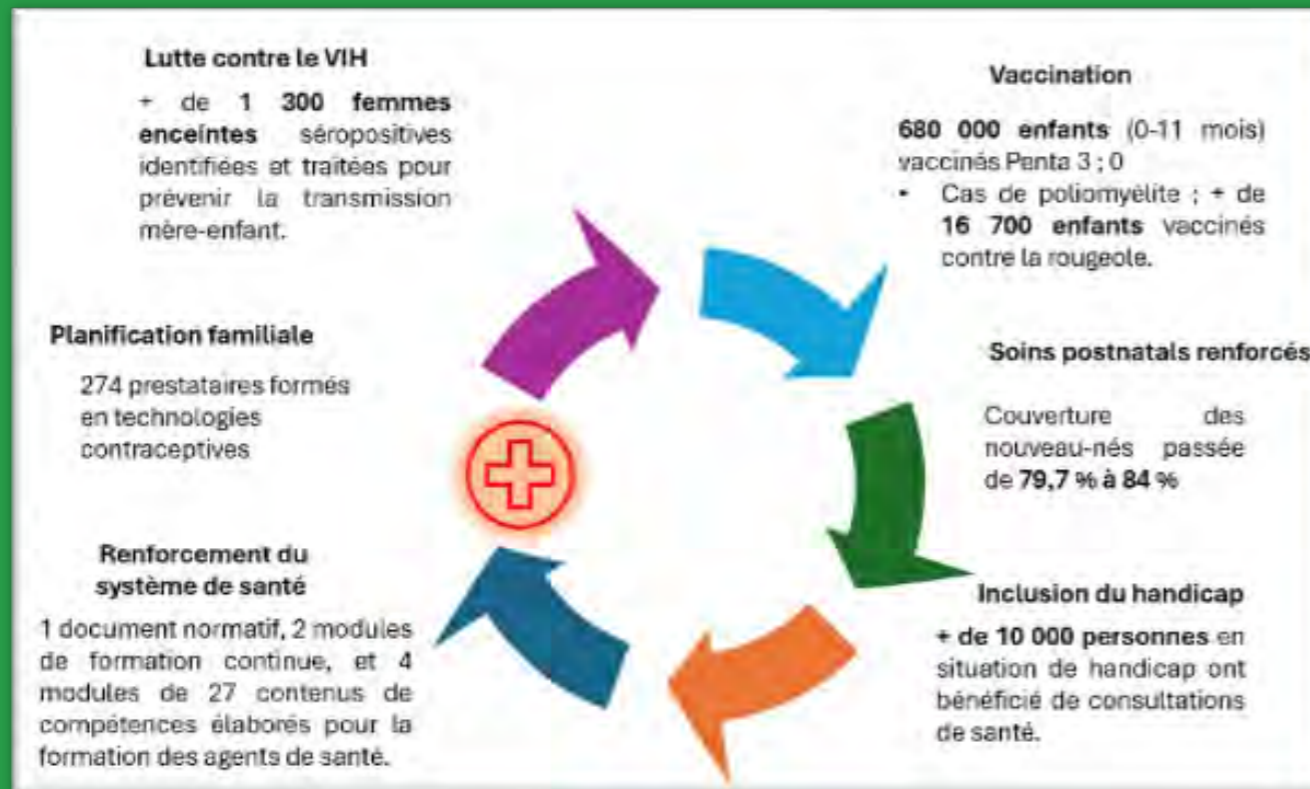
Axe 3 : Services sociaux de base accessibles, de qualité, et protection sociale inclusive



RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES INSTITUTIONS ET DES COMMUNAUTÉS POUR PLANIFIER ET METTRE EN ŒUVRE DE MANIÈRE EFFICACE L'OFFRE, LA DEMANDE ET LA QUALITÉ DE SERVICES DE SANTÉ



Avec l'appui des Nations unies, des progrès importants ont été réalisés dans le renforcement des services de santé. Le Mali a enregistré 605 758 accouchements en structures de santé (+2 %) et 963 614 consultations prénatales (+1,8 %), avec une hausse de 4,8 % des visites prénatales complètes. La vaccination Penta 3 a atteint 82 % (contre 77 % en 2024) et 161 593 filles ont été vaccinées contre le HPV. Le système de santé a été également renforcé avec plus de 800 prestataires formés, 205 sage-femmes déployées, 15 cas de fistule obstétricale réparée et 300 structures sanitaires équipées. De plus, 83 % des districts sanitaires assurent le diagnostic précoce du VIH et 200 000 jeunes (43 % de filles) ont été sensibilisés sur la maladie. Enfin, la planification familiale a progressé avec plus de 1 million de nouveaux utilisateurs de méthodes contraceptives modernes avec 92 % de disponibilité des produits (contre 88 % en 2024).



PLANIFICATION, MISE EN ŒUVRE ET UTILISATION EFFICACE DES SERVICES DE NUTRITION DE QUALITÉ



Le Mali a contribué au renforcement de la gouvernance nutritionnelle avec l'intégration de la nutrition dans les stratégies nationales, l'élaboration d'une nouvelle politique nationale de nutrition à vision multisectorielle et une meilleure coordination appuyée par l'enquête ESAN. Au total, plus de 437 700 enfants souffrant de malnutrition aiguë globale et près de 193 300 cas sévères ont été pris en charge. Les actions préventives ont permis de compléter plus de 4 millions d'enfants (vitamine A) et près de 45 000 enfants ont été déparasités et ont bénéficié de micronutriments. Le dispositif a été également élargi avec 411 nouveaux groupes de nutrition (couverture 38 %), 3,6 millions de soignants primaires sensibilisés aux pratiques familiales essentielles et à la stimulation psycho-cognitive. En outre, la révision du protocole national de traitement de la malnutrition (normes OMS), l'approvisionnement de 74 CSRéf/hôpitaux et 1 758 CSCom en intrants nutritionnels ont fondamentalement amélioré la qualité et la couverture des services.



Soutien nutritionnel apporté à 268 800 enfants de 6 à 59 mois et 49 663 femmes enceintes et allaitantes, avec plus de 2000 tonnes de vivres distribuées et 4,9 millions USD transférés sous forme de coupons alimentaires.



RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS ET DES COMMUNAUTÉS POUR PLANIFIER ET METTRE EN ŒUVRE DE MANIÈRE EFFICACE LA DEMANDE ET L'OFFRE DE SERVICES D'ÉDUCATION DE BASE ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE



Le Système des Nations unies a contribué au renforcement du système éducatif malien en améliorant l'accès, la qualité et l'inclusion. 3 742 acteurs de l'éducation (dont 1 962 femmes) ont bénéficié de formations continues sur des thématiques clés telles que la prévention de l'extrémisme violent, la santé mentale et l'appui psychosocial, la santé reproductive et la pédagogie sensible au genre. Cela a permis d'améliorer les pratiques pédagogiques et la qualité des apprentissages. Par ailleurs, 171 719 enfants hors école (dont 81 685 filles) ont été réintégrés dans le système éducatif, contribuant à réduire d'environ 6 % le nombre d'enfants non scolarisés au niveau national. L'accès et la rétention scolaires ont également été renforcés grâce à l'alimentation scolaire pour 154 991 enfants (dont 78 517 filles) et à la distribution de kits scolaires à 151 639 enfants (dont au moins 75 258 filles), soutenant ainsi la fréquentation scolaire et un apprentissage de qualité.



ACCÈS DURABLE À L'EAU POTABLE ET À UN ASSAINISSEMENT DE BASE ET L'ADOPTION DES PRATIQUES D'HYGIÈNE ADÉQUATES NOTAMMENT EN SITUATION HUMANITAIRE.



En 2025, le Système des Nations unies a contribué au renforcement de l'accès durable à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (EHA) au Mali. 206 139 personnes ont bénéficié d'assistance en eau en 2025 près de trois fois plus qu'en 2024, dont 63 943 avec un accès durable et 58 628 aux services de base. Dans le secteur éducatif, 128 écoles de 42 680 élèves (dont 20 866 filles) ont bénéficié d'infrastructures EHA contre 57 écoles en 2024, et 5 570 adolescentes ont reçu des kits d'hygiène menstruelle améliorant ainsi leur assiduité scolaire. Dans le secteur de la santé, 26 établissements sanitaires ont été équipés en eau et en système d'énergie solaire, tandis que les outils WASHFIT ont été déployés dans 371 structures sanitaires pour améliorer la qualité des services et la prévention des infections. Aussi, la construction et la réhabilitation des latrines ont touché 50 villages de Gao, Tombouctou et Sikasso permettant à de 34 500 personnes de vivre dans des communautés exemptes de défécation à l'air libre, venant s'ajouter aux 296 villages de 2024.



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES INSTITUTIONS DE PROTECTION SOCIALE (SÉCURITÉ SOCIALE ET FILETS SOCIAUX) AUX NIVEAUX NATIONAL, RÉGIONAL ET LOCAL



Les Nations unies ont aidé en 2025 au renforcement de la protection sociale, la gouvernance locale et la résilience face aux crises au Mali. Plus de 55 300 ménages (contre 34 000 en 2024) en situation de fragilité ont bénéficié d'assistance régulière (transferts monétaires), et 48 719 ménages ont été enregistrés dans le Registre Social Unifié. Dans la même lancée, 513 groupements féminins ont reçu un appui pour des activités génératrices de revenus, tandis que 416 groupements de jeunes et femmes (11 948 personnes) ont été accompagnés à l'entrepreneuriat, et 4 431 personnes ont bénéficié de cash-for-work. Ces actions ont renforcé l'autonomisation des jeunes et des femmes et la cohésion sociale. Par ailleurs, 221 693 personnes affectées par des crises ont reçu une assistance essentielle (kits alimentaires, abris, kits de dignité et économiques) et 300 femmes et filles leaders ont été formées à la gouvernance, au plaidoyer et à la gestion de projets pour renforcer la résilience et l'efficacité de la réponse humanitaire.

Renforcement de la protection des moyens d'existence de plus de 8 900 personnes à travers la macro-assurance sécheresse



IDENTIFICATION ET PROTECTION DES POPULATIONS VULNÉRABLES, Y COMPRIS EN SITUATION HUMANITAIRE



En 2025, les Nations unies ont appuyé la protection contre la traite et le trafic de migrants au Mali. Deux projets de loi ont été soutenus pour les aligner sur le Code pénal et les normes internationales. Au niveau de la réponse au VBG, plus de 350 acteurs clés ont été formés, permettant à 98 % des survivantes d'accéder à des services de qualité, et à plus de 9 200 victimes (dont 7 967 enfants) de bénéficier d'une prise en charge holistique. Les actions de prévention, de sensibilisation et de communication ont touché plus de 393 000 personnes (près de 158 000 filles et femmes), avec un engagement accru de leaders communautaires et religieux, sur l'abandon des VBG, des MGF et des mariages d'enfants.



379 enfants associés aux groupes armés ont été réintégrés dans leur communauté,



858 418 enfants de moins d'un an ont été enregistrés à la naissance (90 % de couverture, contre 80 % en 2024)



4 816 enfants vulnérables ont obtenu un certificat de naissance grâce aux jugements supplétifs.



LES PROGRÈS EN MATIÈRE DE LA PROMESSE DE NE LAISSER PERSONNES DE CÔTÉ

Au cours de l'année 2025, les Nations unies au Mali ont renforcé l'inclusion des groupes cibles prioritaires. Des progrès majeurs ont été réalisés pour les enfants (éducation, vaccination, nutrition, enregistrement à la naissance) et les femmes, notamment avec la prise en charge de plus de 9 200 survivantes de VBG et le renforcement de leur autonomisation. Les jeunes ont bénéficié de formations et d'opportunités d'emploi, tandis que les personnes en situation de handicap et celles vivant avec le VIH ont vu leur accès aux services de santé amélioré. Les agriculteurs ont été appuyés pour renforcer leur résilience, et plus de 221 000 réfugiés, déplacés et communautés hôtes ont reçu une assistance intégrée. Dans l'ensemble, ces actions ont amélioré l'accès aux services essentiels, la protection sociale et les opportunités économiques, contribuant à ne laisser personne de côté.

2.3. PARTENAIRES ET FINANCEMENT DU PROGRAMME 2030

Le financement du Programme 2030 au Mali repose principalement sur les bailleurs multilatéraux et bilatéraux comprenant les pays donateurs, les organismes internationaux comme l'Union européenne et les institutions financières (BAD, FMI, BM...). Deux instruments de financement restent dominants à savoir l'appui budgétaire et l'appui aux projets. En 2025, l'aide au développement et aux opérations humanitaires s'est nettement contractée avec le retrait de plusieurs bailleurs clés. Seulement un peu plus de 191,2 millions USD ont été mobilisés soit 24,8% du besoin global.

Dans un contexte marqué par des crises multiples et des contraintes budgétaires accrues, le schéma de financement classique a montré ses limites. D'autres mécanismes de financement devraient être plus explorés notamment la mobilisation des ressources domestiques (gouvernement et secteur privé), le développement de partenariat stratégique avec les Fondations, les Institutions bancaires et la coopération sud-sud afin de soutenir les progrès vers les Objectifs de Développement Durable sans laisser personne de côté.



2.4. UNIS DANS L'ACTION ; COHÉSION, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE DES NATIONS UNIES

En 2025, la coordination inter-agences a été renforcée afin d'améliorer l'efficacité des processus communs, avec des avancées notables en matière de sécurité et de bien-être du personnel, de mutualisation des locaux et hébergements, d'achats groupés, d'efficacité énergétique, ainsi que de transport et de logistique. L'Équipe pays des Nations unies au Mali a assuré un suivi rigoureux des performances à travers le BOS, en mettant l'accent sur des services communs à forte valeur ajoutée, la co-création avec le Gouvernement et l'adoption de solutions innovantes, durables et inclusives. L'appropriation accrue de la Stratégie des opérations (BOS) par les agences a contribué à une collaboration interagences plus harmonieuse et à optimiser les coûts évités. La réforme des Nations unies a consolidé l'approche « Unis dans l'action », renforçant la cohérence dans la mise en œuvre et le suivi du Cadre de coopération en cours 2020-2024 extension 2025-2026, ainsi que dans le dialogue avec les partenaires nationaux.

2.5. EVALUATION ET LEÇONS APPRISSES

Le Cadre de coopération 2020-2024, extension 2025-2026, arrive à son terme en 2026, marquant une étape clé dans l'appui au pays sur ses priorités et les ODD. Après une évaluation finale en 2023, une revue thématique approfondie du Cadre de coopération est prévue en 2026 pour analyser les performances, tirer les leçons et orienter la mise en œuvre du prochain cycle 2027-2031, afin de renforcer la cohérence, l'efficacité, l'efficience et l'impact des interventions du SNU au Mali.

2.6. APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

Agences	Budgets prévus	Ressources disponibles & Mobilisées	Budgets dépensés
UNW	1 095 405	895 900	864 393
UNICEF	106 112 984	76 753 998	72 363 315
UNDP	6 107 524	6 107 524	5 489 806
UNCDF	150 000	150 000	150 000
UNFPA	3 036 333	3 376 447	2 811 985
UNESCO	1 872 097	1 817 097	1 617 680
FAO	18 120 388	13 075 724	962 342
OIT	730 500	732 450	692 450
OIM	9 714 213	7 004 849	7 004 849
HCR	543 748	543 748	543 748
PAM	6 507 030	6 822 588	5 392 405
Total General	153 990 222	117 280 325	97 892 973



CHAPITRE 3

PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE À VENIR

En 2026, le Système des Nations unies au Mali se concentrera sur la finalisation du Cadre de coopération 2027-2031, en cocréation avec le Gouvernement, la société civile et le secteur privé. Les résultats de l'analyse commune de pays mise à jour et les priorités stratégiques de la SNEDD 2024-2033 guideront les décisions sur les choix stratégiques du nouveau Cadre de coopération. L'équipe pays veillera à garantir que tous les documents de programmes pays des entités découlent du Cadre de coopération. Une attention particulière sera portée à l'exercice de configuration de l'équipe pays pour le nouveau cycle en prenant en compte les résultats de UN80. De même, un effort sera fait pour le développement de programmes conjoints interagences en lien avec les projets structurants de la SNEDD. Au regard du contexte critique de mobilisation des ressources, l'équipe pays conduira avec le gouvernement et les principaux PTFs et IFIs un dialogue soutenu sur le financement du développement pour assurer un financement prédictible et durable du nouveau Cadre de coopération 2027-2031.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

SNEDD	Stratégie Nationale pour l'Émergence et le Développement Durable
AES	Alliance des États du Sahel
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CPIMS+	Child Protection Information Management System Plus (Système de gestion des informations sur la protection de l'enfant)
VBG	Violences Basées sur le Genre
PDESC	Plan de Développement Économique, Social et Culturel
PTA	Plan de Travail Annuel
CRVA	Climate Risk Vulnerability Assessment (Évaluation de la vulnérabilité aux risques climatiques)
ACCAF	Approche Communautaire de l'Adaptation au Changement Climatique et à la Sécurité Alimentaire
SIGIP	Système Intégré de Gestion des Informations Préfectorales
RGPH5	Recensement Général de la Population et de l'Habitat, 5 ^e édition
MICS	Multiple Indicator Cluster Survey (Enquête par grappes à indicateurs multiples)
SIGDJ	Système Intégré de Gestion des Dossiers Judiciaires
CNCLTPPA	Commission Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes et Pratiques Assimilées
ALPC	Armes Légères et de Petit Calibre
COFO	Commissions Foncières
OSC	Organisations de la Société Civile
AVEC	Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit
API-Mali	Agence pour la Promotion des Investissement
ONAF	Observatoire National du Foncier Agricole
CSRéf	Centre de Santé de Référence
CSCom	Centre de Santé Communautaire
EHA / WASH	Eau, Hygiène et Assainissement
WASHFIT	Water and Sanitation for Health Facility Improvement Tool
MGF	Mutilations Génitales Féminines



**NATIONS UNIES
MALI**

